



Bernard Billaudot

**Société, économie et civilisation**  
**Vers une seconde modernité écologique et solidaire ?**

Éditions des maisons des sciences de l'homme associées

---

*Conclusion de la deuxième partie*

**De la nécessité de reconstruire une autre vision que  
la vision postclassique**

---

Éditeur : Éditions des maisons des sciences de l'homme associées  
Lieu d'édition : Éditions des maisons des sciences de l'homme associées  
Année d'édition : 2021  
Date de mise en ligne : 2 mars 2021  
Collection : Collection interdisciplinaire EMSHA  
EAN électronique : 9791036568541



<http://books.openedition.org>

**Référence électronique**

BILLAUDOT, Bernard. *De la nécessité de reconstruire une autre vision que la vision postclassique* In : *Société, économie et civilisation : Vers une seconde modernité écologique et solidaire ?* [en ligne]. La Plaine-Saint-Denis : Éditions des maisons des sciences de l'homme associées, 2021 (généré le 22 juin 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/emsha/476>>. ISBN : 9791036568541.

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 juin 2021.

---

*Conclusion de la deuxième partie*

## De la nécessité de reconstruire une autre vision que la vision postclassique

---

- 1 Cette deuxième partie avait pour but de faire le bilan du renouvellement de la façon d'envisager la société moderne qui a eu lieu depuis les années 1970 au regard des deux visions traditionnelles acquises au XIX<sup>e</sup> siècle, la vision classique et la vision marxienne. Un large tour d'horizon a été réalisé. Il a été élargi à des auteurs plus anciens – Weber, Commons et Polanyi –, qui avaient développé leurs recherches à l'écart de ce couple de visions avant que cela devienne courant. D'ailleurs, la mise en évidence des contradictions internes à ces apports permet de comprendre pourquoi ils n'ont pas été à la base de ce renouvellement, malgré leur richesse. Bien que ce dernier ait été très profond, la conclusion que l'on peut en tirer est celle d'un bilan globalement insatisfaisant. Cette insatisfaction appelle la construction d'une « autre vision » que la vision postclassique issue de la critique de la vision classique. L'appréciation critique des apports des trois « anciens » et de ceux qui, après eux, ont développé leurs recherches à l'extérieur de la problématique du choix rationnel (l'ancienne et la nouvelle) permet de fixer le cahier des charges de cette construction.

### Un bilan globalement insatisfaisant

- 2 Le renouvellement a été très profond. Le panorama intellectuel n'est plus du tout le même. Certes, les deux visions traditionnelles participent encore beaucoup à la formation des représentations, non seulement celle de l'homme de la rue, mais aussi celles des citoyens dits « éclairés » et des « hommes politiques » (ceux qui font carrière dans la politique). Mais ce n'est plus le cas lorsqu'on prend en compte le champ des savoirs produisant ou mobilisant une vision de la société moderne. Les deux visions traditionnelles ont été critiquées à juste titre (au regard de leurs limites respectives). Elles sont en voie d'être remplacées par d'autres. On a pu le constater en analysant les visions qui sont au fondement des nouvelles théories de l'entreprise capitaliste (la

firme). Le premier constat qui s'impose est qu'une **nouvelle vision** se substituant à la vision classique peut être dégagée d'un ensemble de travaux partiels. Peu importe alors qu'elle soit qualifiée de vision postclassique, de vision en termes de société de marchés ou de vision néolibérale, en prenant en compte le fait qu'elle est porteuse d'une nouvelle doctrine politique, le néolibéralisme. C'est principalement à ce titre que cette nouveauté est incontournable. En effet, le néolibéralisme, ainsi compris, n'est pas une nouvelle variante du libéralisme économique. Cette nouvelle doctrine a vocation à se substituer au libéralisme classique parce qu'elle résout la contradiction interne à ce dernier en effaçant la distinction entre le libéralisme économique et le libéralisme politique. À côté de cette nouvelle vision, il n'y a rien d'autre que des contributions.

On ne peut toutefois s'en tenir à ce premier constat, qui peut laisser entendre que la nouvelle vision postclassique conviendrait (en termes de logique de sa construction et de pertinence des théories dont elle est la matrice). Il y a lieu d'ajouter quatre autres constats.

- Bien que les promoteurs de la problématique postmoderne soient quasiment les seuls à proposer une compréhension de la profondeur du malaise vécu au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle en développant la thèse de la fin de la société moderne, leurs réflexions n'ont pas fait école en sciences sociales, de telle sorte qu'aucun approfondissement conséquent de cette problématique débouchant sur une vision n'a été réalisé.
- La nouvelle vision, qui se fonde sur une nouvelle problématique du choix rationnel (utilitariste) comprend une faille logique. Quant au « cadre conceptuel pour interpréter l'histoire de l'humanité » proposé par North (en collaboration avec Wallis et Weingast), beaucoup de ceux qui participent à l'élaboration de cette nouvelle vision sont encore loin de considérer qu'il s'agirait du socle permettant de la situer dans cette histoire.
- Tous les programmes de recherche qui ne s'inscrivent pas dans la nouvelle problématique du choix rationnel avancent des propositions qui peuvent contribuer à la construction d'une « autre » vision, mais elles sont avancées en ordre dispersé et elles sont souvent contradictoires entre elles (on ne peut donc les conjuguer sans problème).
- Les apports antérieurs de Weber, Commons et Polanyi paraissent incontournables pour espérer pouvoir construire une « autre » vision que la vision néolibérale. En effet, chacun d'eux est porteur d'un déplacement qu'il faut emprunter pour ce faire : (i) adopter une méthode compréhensive faisant leur place aux significations, aux motivations et aux justifications, (ii) intégrer le fait que les transactions portent sur des droits d'usage (exemple : on n'achète pas un objet ; on acquiert le droit d'en disposer) et (iii) considérer la répartition, la réciprocité et l'échange comme trois modalités de quelque chose qui existe dans toutes sortes de vivre-ensemble des humains. Mais ces trois apports ne peuvent être conjugués qu'à la condition de surmonter leurs contradictions internes.

## Insatisfaction à l'égard de la vision postclassique-néolibérale en termes de société de marchés

- 3 Les raisons de l'insatisfaction à l'égard de la nouvelle vision postclassique ont été énoncées à la fin du chapitre consacré à sa présentation. Cette vision pose d'abord un problème interne qui s'apparente à celui inhérent à la vision classique dans sa version en termes d'ordre spontané : elle ne contient aucun élément permettant de comprendre pourquoi il s'avère possible d'établir, en la retenant au départ, d'un côté, une théorie qui explique que la solution consistant à tenter de réduire les failles du marché économique (comme d'ailleurs celles du marché politique) par une

réglementation issue du pouvoir politique ne fait qu'aggraver le mal qu'elle prétend combattre et, de l'autre, une théorie qui explique que, sous certaines conditions, une telle réglementation peut s'avérer efficiente. Elle présente ensuite des limites qui se manifestent par le manque de pertinence des théories qui sont, en tout ou partie, fondées sur elle (on le constatera dans le premier chapitre du tome 3 pour les théories macroéconomiques de ce type visant à expliquer la « crise de 2008 » et ses suites). La principale de ces limites est de penser séparément la territorialisation du marché économique et celle du marché politique et de le faire en des termes qui ne permettent pas de comprendre pourquoi celle du marché économique pourrait passer du niveau de la nation au niveau mondial – ce qui est observé au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle –, si ce n'est en faisant appel à des raisons qui ne sont pas explicables dans le cadre de la vision en question. Sans oublier la difficulté que l'on a, à partir de cette vision, à comprendre les limites écologiques sur lesquelles la poursuite de la croissance économique pour tous vient buter.

## Insatisfaction à l'égard des analyses hétérodoxes

- 4 L'insatisfaction à l'égard des analyses dites hétérodoxes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, ainsi que de celles, plus anciennes, de Weber, Commons et Polanyi, qui ont été insuffisamment mobilisées pour les élaborer, est d'abord motivée par l'aspect kaléidoscopique de ces analyses, par le « chacun pour soi » qui les caractérise. Mais pourrait-il en être autrement ? Cette insatisfaction existe aussi, et même surtout, par leur capacité limitée, parce que partielle, à comprendre le malaise actuel.
- 5 L'EC l'explique par la crise de la cité, du monde de production ou du principe de qualification, qui avait présidé antérieurement à la formation du modèle dominant de firme. Les « épreuves de grandeur » associées à cette matrice unique ne sont plus considérées comme de bonnes épreuves pour classer les grands et les petits. On entre, en conséquence, dans une période où la critique de « ce qui est » l'emporte sur sa justification. D'ailleurs, on dispose ainsi d'une grille d'analyse qui s'applique à l'ensemble des manifestations, pas seulement à celles qui concernent l'économie. Pour autant, on doit faire appel, comme facteurs déclencheurs de cette entrée en crise, à des événements que la théorie ne ressaisit pas – des innovations techniques majeures comme celles qui ont affecté les techniques d'information et de communication (TIC), des dérèglements écologiques ou une révolution morale. Or, comme pour les théories macroéconomiques fondées sur la vision postclassique, cette façon d'expliquer pourquoi ce qui a bien fonctionné un temps ne « marche » plus ne peut prétendre à ce statut, tant que ces facteurs déclencheurs restent extérieurs à la théorie.
- 6 Cette limite n'est pas celle de la compréhension que donne la TR, puisque le renversement en question est, pour cette approche théorique, constitutif de tout régime établi sur la base d'un système de formes institutionnelles. Le malaise actuel résulterait en effet de l'arrivée aux limites d'un régime d'accumulation. Mais, comme le malaise ne date pas de la « crise de 2008 », ce régime ne peut être (seulement) le régime financiarisé, théorisé par cette école, dont l'installation s'opère dans les années 1980. Une partie du mauvais fonctionnement en question tiendrait donc au fait que ce régime n'est qu'un régime de crise, un régime qui est interne à la crise du fordisme et qui ne peut donc en avoir été une issue. Toutefois, la principale limite de cette compréhension *post-factum* est de laisser de côté certaines manifestations, à commencer par les

dérèglements écologiques et l'émergence de nouvelles aspirations humaines à fondement éthique.

- 7 L'EC n'est pas dépourvue en la matière, notamment pour expliquer pourquoi ces nouvelles aspirations se manifestent en particulier à propos des solutions à mettre en œuvre pour résoudre ces dérèglements, puisque, selon cette école, ces solutions ne peuvent être justifiées qu'en ayant recours à une référence éthique. Faut-il alors faire appel à une « septième cité » dite écologique, comme le pense Bruno Latour<sup>1</sup>, ou considérer, avec Olivier Godard<sup>2</sup>, que chacun des principes de bien supérieur commun des six cités de Boltanski et Thévenot est porteur d'une certaine attitude vis-à-vis de la Nature ? Selon Olivier Godard, il est illusoire de penser une cité écologique parce que, par définition, le principe de bien supérieur commun, qui est constitutif d'une cité, est commun aux seuls humains. Cette argumentation est logiquement incontestable. En effet, un « autre » monde qui reposerait sur le principe selon lequel les humains n'ont pas le droit de faire ce qu'ils veulent des non-humains, ne peut être pensé qu'en sortant du cadre fixé par le modèle de cité défini par ses six principes (voir *supra*). Autrement dit, cela n'est possible qu'à la condition de ne pas rester enfermé dans ce point commun des visions traditionnelles qui consiste à partir des humains, problématique dont il est aisé de constater qu'elle n'a pas été transgressée par les diverses composantes du renouvellement analysé, l'apport de Bruno Latour étant demeuré très isolé.

## Le cahier des charges d'une « autre » vision

- 8 L'élaboration d'une « autre » vision est un travail qui reste à faire. Il est au moins possible, en synthétisant tout ce qui a été dit précédemment concernant les apports mobilisables, leurs contradictions internes et leurs limites, d'en établir le cahier des charges. Ce dernier se décline en sept points.
- 9 1/ L'objectif n'est pas de construire une vision alternative à la vision postclassique, mais une vision qui la déborde de toutes parts en faisant voir son caractère profondément réducteur (il n'est alors question que de la dimension positive de cette vision, sans prendre en compte ses implications normatives, d'ailleurs diverses comme on l'a vu).
- 10 2/ Une vision conséquente de la société moderne ne peut être construite par morceaux, à charge pour l'économiste de traiter de sa composante économique, pour le politologue de sa composante politique, etc. De plus, cette vision d'ensemble ne peut elle-même être construite sans situer ce genre dans l'histoire de l'humanité en le comparant à ceux qui l'ont précédé, afin de donner un sens à l'expression à la fois si courante et si controversée de « société moderne ». On doit considérer, avec Lévi-Strauss, que « c'est l'histoire qui sert de point de départ pour toute quête de l'intelligibilité [...], elle mène à tout mais à condition d'en sortir<sup>3</sup> ». Dans cette histoire, le moment du désencastrement de l'institution de la monnaie de l'État doit occuper une place primordiale.
- 11 3/ Pour ce faire, il n'y a pas lieu de choisir l'une des problématiques hétérodoxes, anciennes ou nouvelles, qui sont disponibles en mettant les autres de côté, mais de conjuguer un certain nombre d'apports. Comme certains d'entre eux comprennent des contradictions internes et qu'ils sont souvent contradictoires entre eux, une simple synthèse est à exclure<sup>4</sup>. Ce sont des **apports appropriés** qui peuvent l'être, en entendant une telle appropriation au sens de « faire le ménage » que les Belges donnent

à ce terme. Ces appropriations critiques s'apparentent alors aux diverses pièces d'un puzzle. Les pièces à mobiliser et à agencer les unes avec les autres sont tout particulièrement les suivantes :

- les deux modes d'habilitation des pratiques sociales de Commons, qui correspondent, d'une part, aux compromis de la TR et, de l'autre, aux consensus de l'EC, les premiers relevant d'une action collective concertée visant à contenir les conflits sociaux au sein d'un certain ordre par l'institution de règles de Droit sans référence apparente à quelque idée morale de justice que ce soit et les seconds, d'une action collective non concertée visant à rendre possible la coordination d'acteurs en situation et leur coopération par l'institution de conventions à fondement éthique partagé ;
  - la triade « répartition-réciprocité-échange » tirée de l'apport de Polanyi, en tant que modes généraux d'acquisition de droits de disposition sur des objets ou des sujets ;
  - la triade « planification-direction-marchandage » tirée de l'apport de Commons, en tant que modes purs de règlement de tel ou tel aspect d'une transaction en modernité ;
  - la triade « hiérarchie-auto organisation-marché », tirée de l'apport d'Ostrom, en tant que modes purs de gouvernance d'une organisation intermédiaire moderne ;
  - la proposition de Bruno Latour selon laquelle on ne peut comprendre la société moderne, en tant que sorte de vivre-ensemble des humains, si l'on considère que la séparation entre la Nature et la Culture est une donnée commune à toute l'histoire humaine ; autrement dit, sa proposition qui consiste à partir de l'ensemble des existants de l'univers (sans pour autant considérer qu'il s'agirait d'une société).
- 12 4/ Cette conjugaison ne peut être réalisée que si, en amont, sont existentiellement liées et analytiquement dissociées les normes-procédures qui sont à l'œuvre dans les rapports des humains aux objets et que l'on appelle souvent des routines et les normes-règles qui le sont dans les rapports entre les humains, en distinguant alors les conventions communes et les règles de Droit. Cela doit permettre de comprendre que, d'un côté comme de l'autre, ces normes sont les solutions trouvées pour surmonter, sans la nier, l'incertitude radicale, tandis que ce qui les différencie est que, d'un côté, l'institution des normes-règles (conventions communes et règles de Droit) met en jeu un débat concernant ce qui est juste (le juste opposé à l'injuste) dans un contexte sociétal dans lequel il existe une pluralité de grammaires de justification et, de l'autre, l'institution des normes-procédures ne met en jeu que leur justesse (le juste opposé au faux).
- 13 5/ S'agissant des organisations intermédiaires au sein de la société moderne, organisations dont l'existence pérenne repose sur l'actualisation au moins un temps par les parties prenantes de routines et de règles instituées, il y a lieu de faire le partage entre, d'un côté, les normes qui constituent en creux la place que chacune de ces organisations est à même d'occuper dans la société globale et qui sont des normes publiques et, de l'autre, celles qui constituent l'organisation et qui sont des normes privées propres à cette organisation, les normes codifiées n'étant des deux côtés que la partie émergée de l'iceberg institutionnel. Cela s'applique tout particulièrement à l'entreprise.
- 14 6/ Ce partage est essentiel pour comprendre comment de nouvelles formes peuvent être actualisées par la conjonction d'un processus d'institution venant du bas (*bottum up*) et d'un processus descendant d'en haut (*top down*), étant entendu qu'une certaine forme d'institution de la place, qui comprend celle des transactions qui ont lieu entre l'organisation intermédiaire et ses parties prenantes, ne peut contenir n'importe quelle

organisation interne et qu'inversement une organisation interne particulière (notamment productive pour l'entreprise) ne peut se couler, tel un coucou, dans n'importe quelle place sociale.

- 15 7/ Pour répondre aux exigences précédentes, il convient d'adopter une démarche scientifique positive (comprendre ce qui est) qui fait la place aux débats concernant ce qui est bien et ce qui est mal, ce qui est juste et ce qui est injuste. Cela consiste à s'écarter de la démarche prétendument amoralisée pratiquée dans la production de la vision postclassique, sans pour autant produire une analyse humaniste reposant sur des choix en ces deux domaines en les justifiant par le fait qu'ils se trouveraient au cœur de tout homme. Cela impose de retenir un présupposé philosophique qui laisse ouverte la réponse à la question de savoir ce qui est bien et ce qui est mal de faire pour l'homme. Nous verrons que la proposition de Spinoza selon laquelle tout existant de l'Univers est doté d'un effort pour persévérer dans son être, ce qu'il appelle le *conatus*, a ce statut. De plus, cette proposition s'accorde à l'exigence de ne pas prendre comme une donnée la séparation entre les non-humains et les humains puisque cette disposition n'est pas propre à l'être humain<sup>5</sup>.

## De la nécessité de traiter de toute la société, donc du politique

- 16 Dans ce cahier des charges, le second point délimite une exigence cruciale : ne pas se cantonner à l'analyse de l'ordre économique de la société moderne, ce papillon multicolore issu de ce domaine *X* encastré dans la société traditionnelle, dont l'acteur majeur est l'entreprise et qui s'avère être le seul objet de la science économique qui s'autonomise de la philosophie politique au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il faut prendre en compte la société dans son ensemble, en comprenant d'ailleurs pourquoi l'un des signes du malaise dans la modernité, ciblé dans l'introduction en termes de connaissance, si ce n'est de vécu, est que l'on ne sait plus trop ce qu'est « la société » dans le contexte actuel de mondialisation. Et il faut alors éviter de tomber dans le piège qui consiste à ne traiter que de l'insertion de l'ordre économique dans la société en laissant quasiment sur la touche l'ordre politique et l'État pour s'en tenir seulement au Droit, piège dans lequel tombent à la fois l'analyse de Commons et celle que développe Weber dans *Économie et société*. C'est d'une vision d'ensemble de la société moderne dont on a besoin, une vision qui fait toute sa place à l'ordre politique. Pour autant, il ne peut être question, pour l'économiste que je suis, de proposer une analyse de l'ordre politique comparable en finesse à celle de l'ordre économique ; de même, d'ailleurs, pour l'ordre domestique. L'exigence énoncée ne peut être une égalité de traitement.
- 17 D'ailleurs la capacité de la vision postclassique à s'imposer – ce qui fait sa force – est qu'elle est globale. Nous avons vu qu'elle est née tout à la fois d'une dissociation de la monnaie du marché et de la révolution qu'a provoquée l'intrusion de la problématique du choix rationnel en sciences politiques, ce couplage ayant conduit au concept de marché politique se substituant à l'État. Dans cette vision, le marché est **souverain**. La question de la souveraineté a donc été détachée de celle de l'État ou plus généralement du politique. Le slogan est alors : « la démocratie, le pouvoir du peuple, la souveraineté du peuple tout entier ne faisant qu'un, c'est le marché ». Certes, cette révolution est loin d'avoir encore produit tous ses effets dans le façonnage des représentations des citoyens, non seulement celles des citoyens visibles comme tels par leurs pratiques (à commencer par celle qui consiste à aller voter), mais aussi celles qu'il est convenu

depuis peu de qualifier d'invisibles. Mais ce travail s'opère. Il s'opère d'autant plus facilement que la vision classique et la vision marxienne sont en crise. Et surtout parce que la vision postclassique a réalisé ce tour de force consistant à résoudre, sans avoir pour autant explicité cette résolution, la contradiction interne au corpus central de la science politique issu des travaux de Bodin, Rousseau, Montesquieu et Tocqueville. Cette contradiction est, nous l'avons vu, celle qu'explicitent les politistes qui se réclament du cosmopolitisme, en premier lieu Gérard Maret lorsqu'il retient que la souveraineté « repose sur une ontologie de la puissance qui doit être entendue comme *ordination du multiple à l'un*<sup>6</sup> » et que, en conséquence, il nous dit qu'il est impossible d'établir logiquement « la liaison que les Modernes établissent entre souveraineté et démocratie<sup>7</sup> » ou encore de « penser la démocratie au sein du Droit politique<sup>8</sup> ».

- 18 À ce titre, ce qui a été avancé pour l'économie en général vaut tout autant pour la politique en général : ce ne peut pas être un domaine, ou un champ d'activités dites politiques, mais seulement un aspect présent dans toute activité. Par voie de conséquence, l'existence d'un domaine ou d'un champ politique dans un groupement humain tient à la présence d'une institution et cette institution peut changer dans l'histoire. De plus, le désencastrement de la monnaie ne peut avoir eu lieu que si une transformation de même ampleur s'est produite au plan politique. Deux hypothèses-conjectures peuvent être formulées à ce stade : 1/ la souveraineté est un concept qui vaut tout autant pour la société traditionnelle que pour la société moderne ; 2/ le politique de la société traditionnelle est le domaine lié à l'institution « État » dont le caractère « traditionnel » est qu'il a à sa tête une personne physique dotée des attributs de la souveraineté. La conséquence logique de ces deux conjectures est que cette transformation concerne la souveraineté (et non pas l'État comme ensemble d'organismes exerçant la puissance publique), laquelle, selon la proposition qui sera défendue à son propos, se caractérise par la formation d'un rapport de citoyenneté dont l'instrument est le Droit. La monnaie et la citoyenneté sont alors toutes deux considérées comme des institutions souveraines. C'est à partir de cette transformation qu'il devrait être en principe possible de comprendre ce qu'est l'État moderne, qualifié à juste titre d'État de Droit. D'ailleurs, en première modernité (le modèle dont relèvent les sociétés modernes réellement existantes jusqu'au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle), l'institution de la citoyenneté n'est pas dissociée de celle de l'État, cette unité d'institution étant la *constitution* de l'État-nation. Cette incursion transdisciplinaire sera rendue possible par le fait que les appropriations critiques respectives des triades de Commons et de Polanyi, ainsi que de celle d'Ostrom, consistent à les détacher de tout ancrage « économique », permettant ainsi qu'elles s'appliquent tout autant à l'ordre politique de la société moderne qu'à son ordre économique (et aussi à l'ordre domestique). Puisque la triade tirée de Commons comprend le marchandage comme l'une des formes de mise en ordre, cette solution n'est pas propre à l'économie et peut opérer dans les transactions des deux autres ordres que l'on vient de mentionner. Pour autant, il nous faudra voir si ce point commun avec la vision postclassique conduit, ou non, à parler de marché politique. En tout état de cause, l'exigence est de comprendre la démocratie indépendamment du Droit politique, en permettant ainsi de donner un sens à cette idée récurrente qu'il faudrait introduire la démocratie dans l'entreprise.



## Le cahier des charges d'une autre vision qui n'est pas « postmoderne »

- 19 Si l'on fait l'hypothèse que la « société moderne » se réduit au modèle dont relèvent les sociétés qui ont été qualifiées de modernes depuis le XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'au tournant du XXI<sup>e</sup>, le cahier des charges qui vient d'être établi s'apparente à celui qu'il faudrait respecter pour construire une vision roborative s'inscrivant dans la problématique des postmodernes. Mais cette hypothèse n'est en rien une conjecture que l'on pourrait induire de l'observation. D'ailleurs, elle n'a de sens que si l'on ne limite pas le champ des sociétés dites « modernes » à celles dans lesquelles la concurrence en économie (entre les entreprises) et en politique (entre les partis) est la règle, puisque les postmodernes ne sont des adeptes ni de la vision classique ni de la vision marxienne, en donnant un fondement idéologique au concept de société moderne et que ce fondement – un genre de vivre-ensemble dans lequel s'impose l'idée de progrès, un progrès social généré par celui des sciences et des techniques – est présent dans les sociétés « socialistes » du XX<sup>e</sup> siècle et dans la Chine du début du XXI<sup>e</sup>. De plus, elle repose sur une confusion entre cette idée et une autre, celle du passage d'une conception circulaire du temps (il est rythmé par la reproduction des saisons) à une conception dans laquelle son déroulement s'effectuerait selon un axe traversant les années, en ajoutant que le sens de cet axe serait celui du progrès. Or, cette confusion n'a pas lieu d'être, dès lors que cette seconde idée ne dit rien concernant le « progrès ». Elle est donc tout à fait compatible avec l'hypothèse selon laquelle le modèle des sociétés dans lesquelles le progrès est assimilé à l'amélioration des conditions matérielles d'existence des humains n'est pas l'alpha et l'oméga de la « société moderne ». Cette « autre » hypothèse, qui complète le cahier des charges, distingue nettement la vision à construire de la problématique des postmodernes.
- 20 Par contre, on ne peut, *a priori*, inclure dans le cahier des charges l'exigence de coupler la verticalité de la vision marxienne (l'existence d'une infrastructure), le « côte à côte » de la vision classique (l'économie et le politique mis sur le même plan) et la place fondatrice donnée à l'idéologie dans l'approche postmoderne de tout vivre ensemble des humains (les changements de l'ordre des représentations, des significations et des symboles ne sont pas que des effets induits par d'autres changements d'ordre matériel ou encore technique, y compris ceux concernant l'organisation du vivre-ensemble dans l'espace-temps). Ce ne peut être qu'un souhait.

---

## NOTES

1. Latour, 1995.

2. Godard, 2004.

3. Dans *La pensée sauvage*, cité par Piaget (1968, p. 91).

4. Cela vaut en particulier pour le couplage de l'apport de l'EC et de celui de la TR. Ils se présentent paradoxalement comme étant à la fois concurrents et complémentaires. Pour Nicolas

Postel et Richard Sobel, ce constat tient au fait que « ces deux théories traitent du même objet en occupant deux versants opposés. [...] Le point obscur de ces deux écoles de recherche, si proches en réalité, c'est de ne pas parvenir à se représenter l'acteur en conflit. L'une favorise l'individu acteur mais ne pense pas le conflit, l'autre se représente le conflit sans parvenir à identifier d'acteurs. Elles sont complémentaires dans leur mode d'approche et pareillement démunies quand il s'agit de modéliser ce qui sans doute ne peut pas l'être : l'action » (2001, p. 340). Une complémentarité à ce sujet paraît tout à fait problématique si on prend en compte les bases sur lesquelles une théorie de l'action individuelle est en cours d'élaboration de part et d'autre. En effet, ces bases sont opposées. Cette opposition se cristallise à propos de l'apport de Bourdieu, qui fait l'objet d'une critique sans appel de la part de Favereau (2001) et dont Boyer (2003b) et Amable-Palombarini (2005) prennent la défense. Lordon reconnaît toutefois que « le thème du changement n'est pas celui où la sociologie de Bourdieu est à son meilleur » (2003a, p. 114).

5. Le recours au *conatus* de Spinoza est une voie qui a été empruntée par Frédéric Lordon pour disposer d'un amont philosophique permettant de faire front à ce qu'il appelle « le point de vue humaniste néo-kantien de l'EC ». Le *conatus* exprime le fait que l'homme est un être de désir. Cela vide de sens le concept de libre arbitre. Il s'agit de la seule hypothèse générale que l'on puisse faire concernant ce qui anime l'homme à l'exclusion de tout sens moral préexistant. L'actualisation de ce *conatus* essentiel dans des désirs particuliers et des formes de coopération sociale particulières est toujours contingente (Lordon, 2003b ; 2006 ; 2013). Cet apport a été déterminant dans le recours à ce concept au point de départ de la reconstruction réalisée dans le tome 2. On y a toutefois recours tel que défini par Spinoza, c'est-à-dire en tant que disposition de tout existant, tandis que Lordon se limite à en analyser les implications pour l'être humain (voir *infra*, Chapitre 7).

6. *Ibid.*, p. 6, souligné par moi. Maret nous dit que ce concept est déjà bien élaboré par Bodin. Par ailleurs, le sens de cette « ordination du multiple à l'un » est précisé dans la suite.

7. Maret, 1996, p. 6. Ce courant d'analyse en tire la conclusion que « pour être utile et absolument désirable, la démocratie est par essence transnationale, ou cosmopolitique » (*Ibid.*, p. 17). Cette contradiction est réexaminée dans la suite. La solution qui sera alors proposée est différente. Cela invite à penser que la solution cosmopolitiste n'en est pas une.

8. *Id.*